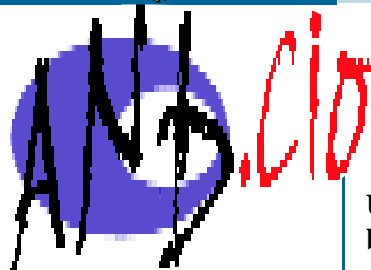


La lettre des directeurs de CIO



Édito

Une association qui se mobilise à tous les niveaux

SOMMAIRE

Éditorial de la Vice-Présidente p 1

La décentralisation p 2

Rapport d'activités p 3

Synthèse des positions de l'ANDCIO p 4

Convocation à l'AG p 9

Le coin des délégués académiques p 10

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

L'ANDCIO une association pour tous les Directeurs

Visitez son site internet
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

Plus que jamais, nous restons mobilisés pour la défense des services d'orientation dans le service public, pour l'existence des CIO, pour la création d'un véritable statut de directeur de CIO.

Notre rencontre avec Mme Philippe, directrice adjointe du cabinet du Ministre laisse espérer que le dossier de l'orientation ne sera pas abandonné par le nouveau cabinet. (les adhérents pourront se procurer le compte rendu de cette audience auprès de leur délégué académique)

Pour le nouveau Ministre, la question de l'orientation semble compter mais cela ne suffit pas à répondre à nos préoccupations. Nous devons œuvrer à une clarification du concept d'orientation pour l'Institution. Il semble que l'orientation soit surtout envisagée comme la délivrance d'une information sur les filières porteuses, sur les secteurs pléthoriques, sur la gestion des flux, la carte scolaire. Il nous est affirmé qu'elle constitue le moyen de progresser vers une qualification pour tous, une insertion

sociale et professionnelle satisfaisante.

Si, d'évidence, nous partageons sans réserve les deux derniers objectifs, le conseil en orientation centré sur la personne reste, pour nous, la mission principale des CIO.

Nous l'avons déjà affirmé à de multiples reprises, l'orientation ne peut être envisagée dans sa seule dimension scolaire mais concerne l'ensemble de la vie. Le CIO se situe à l'interface entre le monde scolaire et le monde économique, il peut et doit éviter les ruptures entre les deux systèmes.

Les personnels d'orientation sont profondément attachés à des valeurs telles que l'égalité des chances, la promotion sociale, l'investissement de la personne dans son propre devenir qui fondent l'originalité et la qualité de leur action au sein du système éducatif et dans les activités partenariales ouvertes sur le monde économique.

C'est cette qualité, cette originalité que nous voulons préserver, renforcer, pérenniser, à travers nos propositions qui dépassent largement les seules préoccupations catégorielles des directeurs de CIO.

Pour autant, nous considérons qu'il ne pourra y avoir de réforme sérieuse des services d'orientation qui ne s'appuie sur une réelle consolidation du statut des directeurs de CIO. C'est l'une des conditions essentielles de la survie de nos centres dans le nouveau paysage créé par la loi de décentralisation.

Dernières nouvelles

Le compte-rendu du dernier CA des 5 et 6 juillet 2004 sera adressé aux adhérents par le délégué académique.

Nous ne savons toujours pas quand sera diffusée la synthèse des consultations sur les services d'orientation, qui a été présentée oralement aux CSAIO le 6 juillet.

Notre audience, prévue de longue date, avec le directeur de la DESCO à été annulée au dernier moment pour cause de changements au Ministère.. Nous demanderons à rencontrer le nouveau directeur de la DESCO dès que possible.

Enfin, une synthèse actualisée des positions de l'Association figure dans la présente Lettre. C'est un document de travail, fruit des dernières années de réflexion menées au sein du CA, en s'appuyant sur les contributions des différentes académies. Il sera soumis à l'Assemblée Générale, en vue de sa validation

Mobilisation dans les académies

Les délégués académiques ont réuni les adhérents pour discuter des propositions de l'association et des situations locales. Certains nous ont fait parvenir des comptes-rendus de réunions (Association Académique de Nantes par exemple) Vous trouverez, dans la présente lettre, deux textes issus des réunions académiques. Ils sont le signe de la vitalité, de la diversité des réflexions, de

(Suite de la page 1)

L'ouverture de notre association, qui, plus que jamais, se veut celle de tous les directeurs de CIO.

Nous pouvons vous faire part de la naissance d'une nouvelle association Rhône-Alpes regroupant les directeurs des académies de Lyon et Grenoble.

Nous pouvons envisager pour cette nouvelle année scolaire des rencontres inter académiques avec la présence du président ou de membres du CA sur des thèmes choisis (par exemple : le statut des CIO, des DCIO, sur notre place dans le dispositif régional d'Accueil, d'Information et d'Orientation....)

Mobilisation pour l'Assemblée Générale du mardi 21 septembre 2004 à Montpellier

Nous souhaitons vous retrouver nombreux pour rendre compte des actions de l'année scolaire 2003-

2004, pour échanger sur vos attentes pour 2004-2005.

Votre soutien lors de l'AG de Nantes nous a encouragé à approfondir la réflexion et à continuer notre action. Si, malheureusement, vous ne vous rendez pas à Montpellier, n'oubliez pas d'envoyer votre pouvoir au délégué académique ou à un directeur qui sera présent à l'AG.



L'année 2005 sera une année d'élection pour notre association. Nous faisons appel à toutes et à tous pour le re-

nouvellement de notre CA : parité, égale représentation des régions sont des objectifs à atteindre. Il s'agit là d'un temps fort de la vie associative, l'occasion privilégiée pour que chaque adhérent devienne un véritable acteur de la vie de l'association.

Bonne rentrée et à bientôt à Montpellier.

Odile GIRARD CRESPIN
Vice-Présidente

Feuilleton décentralisation dernier épisode

Adoptée définitivement par l'Assemblée Nationale le 30/07/04, la LOI n° 2004 – 809 du 13/08/04 relative aux libertés et responsabilités locales est parue au J.O. n° 190 du 17/08/04.

On peut consulter le texte intégral sur www.legifrance.gouv.fr. C'est l'aboutissement du projet de décentralisation.

Le transfert prévu des personnels TOS aux collectivités territoriales est entériné à l'article 82 pour les départements et les régions qui assurent le recrutement et la ges-

tion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les collèges.

L'article 75 rappelle les missions que l'État assume, à savoir 1° la définition des voies de formation, la fixation des programmes nationaux, l'organisation et le contenu des enseignements ;

2° la définition et la délivrance des diplômes nationaux et la collation des grades et titres nationaux ;

3° le recrutement et la gestion des personnels qui relèvent de sa responsabilité ;

4° la répartition des moyens (...) afin d'assurer (...) l'égalité d'accès au service public ;

5° le contrôle et l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohérence d'ensemble du système éducatif.

Concernant le **transfert aux ré-**

gions, l'article L.214-12 du Code de l'éducation est ainsi rédigé : *La région définit et met en œuvre la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.*

Elle organise sur son territoire le réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience (...)

L'article L. 214-13 modifié du code de l'éducation, on lit que c'est la région qui adopte le PRDF (...) ; ce plan élaboré en concertation avec l'État (...) définit les actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes (...)

Freddy HOFFSESS
Secrétaire du CA

L'activité de l'association est demeurée très soutenue, dans un contexte certes moins dramatique que celui de l'exercice précédent mais toutefois marqué par une impression d'urgence, d'être « à un tournant » de l'histoire des services d'orientation.

Participation à des événements et contributions diverses :

- L'ANDCIO a été invitée à intervenir lors de la 9^{ème} Université de la formation, de l'éducation et de l'orientation qui s'est tenue les 26, 27 et 28 novembre 2003 à Artigues-près-Bordeaux sur le thème : « Regards croisés sur l'orientation professionnelle »
- Nous étions présents au colloque de l'AFDET le 05 02 2004
- L'association a participé activement à la tenue de la consultation nationale des services d'orientation. Outre la production d'une contribution spécifique (voir « réflexions » plus loin), nous avons fait remonter à la DESCO, comme nous nous y étions engagés, les difficultés constatées par nos délégués dans les académies.
- L'ANDCIO est intervenue à L'ESEN, à Poitiers le 27 Mai pour rencontrer les nouveaux directeurs en formation
- Dans le cadre de notre nouvelle politique de communication interne, le CA a rencontré deux associations académiques : l'association inter-académique des DCIO de Grenoble-Lyon en janvier 2004, l'association des DCIO de Poitiers en Mai 2004

La Lettre des directeurs de CIO

- Quatre « Lettres » ont été publiées et diffusées, respectant le rythme de parution trimestriel de notre courrier.

L'association s'est engagée dans diverses actions

- Notre trésorier a recensé un certain nombre de postes de directeurs susceptibles d'être mis au mouvement, signalés par leurs titulaires. Une proposition d'officialisation de cette communication sera présentée à l'assemblée générale.
- Nous avons écrit au ministère et au rectorat de l'académie de Rennes le 12 01 2004, pour dénoncer le projet de gel de postes de directeurs de CIO, en soutien à l'action de notre association académique.
- L'ANDCIO et l'AADCIO d'Aix Marseille se sont engagées dans le collectif créé pour obtenir la reconstruction du CIO Marseille 5, incendié et vandalisé. Cette action semble porter ses fruits, l'engagement de réaliser cette reconstruction ayant été pris, tant au niveau du Rectorat que du Ministère.
- Nous avons écrit au directeur de l'ONISEP ainsi qu'au président du Conseil d'Administration de cet établissement, afin d'obtenir le maintien de la gratuité de la fourniture des « fiches métiers » aux CIO (07 05 2004). La réponse du directeur de l'ONISEP laisse entrevoir

quelques avancées.

- Nous avons exprimé notre soutien à l'action du SNPDEN (juin 2004)
- Nous avons réalisé une enquête, au taux de réponse malheureusement insuffisant, sur l'évolution des budgets des CIO d'État, dont les résultats ont été exploités en audience au cabinet du ministère.

Nous avons poursuivi notre stratégie de rencontres et d'audiences

- Une rencontre avec Mme Philippe, directrice adjointe du cabinet du Ministre a eu lieu le 22 06 04.
- Différentes demandes d'audience ont été adressées au ministère : demande d'audience à la DPE (encore en instance), demande d'audience à M Thélot (refusée car intervenant trop tardivement), demande au directeur de la DESCO (reportée au dernier moment pour cause de changement de fonction du directeur)
- Une rencontre avec l'A-CSAIO s'est déroulée dans un climat constructif le 19 03 2004. Elle a permis de faire le point sur les analyses et propositions respectives, les points d'accord et les différences de point de vue.
- L'ANDCIO a participé à une rencontre du groupe inter-organisations, réuni le 19 03 2004 à l'initiative de l'ACOP-France.
- Des contacts réguliers ont eu lieu avec le chef de la Mission Orientation au ministère.

Cet exercice a été marqué par une intense activité de réflexion, d'approfondissement des positions de l'association, d'actualisation et d'élaboration de nouveaux outils.

- Le référentiel du directeur de CIO a été remis en chantier et validé par les adhérents. Cet outil, qui constitue une première, semble apprécié par nos divers interlocuteurs.
- L'ANDCIO a rédigé une contribution à la consultation nationale des services d'orientation qui est parue dans la « Lettre N°12 »
- Le CA a mis en œuvre une nouvelle politique de communication, visant à dynamiser la vie des associations académiques et à renforcer le rôle des délégués académiques et des présidents d'associations académiques. Dans ce cadre, une contribution systématique des délégués académiques à « la Lettre » sera recherchée.
- La position de l'association sur l'évolution du statut du directeur de CIO a été réactualisée et complétée (L13).
- Une synthèse actualisée des positions de l'association sera présentée à l'Assemblée Générale du 21 septembre pour y être soumise au débat et à validation"
- Une réflexion est en cours sur les différentes hypothèses d'évolution du statut des CIO. Cette question complexe fera l'objet d'un chantier prioritaire pour l'exercice à venir.

Le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises, pour impulser l'ensemble de ces activités, ce dans une ambiance studieuse, conviviale et productive.

Denis PETRUZZELLA
Président

SYNTHÈSE DES POSITIONS DE L'ANDCIO

Valeurs

Le droit au conseil en orientation est garanti par la loi. Il constitue la mission principale des C.I.O.

Le conseil en orientation assuré par les C.I.O. est centré sur la personne, les besoins qu'elle exprime, les contraintes dans lesquelles s'inscrit sa demande...

Le conseil en orientation s'inscrit dans un champ de valeurs humanistes qui contribuent au développement de la personne.

Le conseil en orientation respecte les règles de déontologie qui s'appliquent à l'exercice de la psychologie.

Le conseil en orientation, tout en tenant compte de la réalité de l'environnement de la personne, se construit de manière neutre et indépendante par rapport aux différents acteurs sociaux-économiques, politiques et aux enjeux dont ils sont porteurs.

Les ressources utilisées, notamment en matière d'information sont plurielles, neutres et indépendantes. Leur fiabilité est contrôlée.

Le conseil en orientation, l'accès à l'information constituent un service public et gratuit pour toute personne tout au long de sa vie.

Missions

Elles sont définies nationalement par le Ministère de l'Éducation Nationale

Elles sont déclinées au niveau du territoire selon le principe de subsidiarité et font l'objet d'une concertation entre les différents acteurs ayant compétence dans ce champ en particulier Recteur et Président de la Région. Les missions sont enfin adaptées au niveau du bassin. Les priorités et choix qui en découlent sont légitimés par le conseil de centre. – voir conseil de centre -

Le CIO doit s'adresser à tout public. Les élèves et étudiants en formation initiale constituent le public prioritaire.

Les CIO, depuis leur origine, en 71, sont fondés à accueillir le public non scolaire : apprentis, stagiaires, adultes. Le CIO, dans le cadre du concept d'orientation et de formation tout au long de la vie, doit pleinement exprimer ses compétences dans une logique d'utilité sociale pour tout public en situation d'élaboration de projet professionnel ou de formation.

Le positionnement des adultes, la prise en compte des demandes d'éducation récurrente, plus récemment la VAE constituent des domaines où le savoir-faire des CIO et des COP sont généralement très appréciés.

La mobilité professionnelle imposée au plus grand nombre par l'évolution très rapide des métiers et des environnements professionnels entraînent des besoins toujours plus importants au niveau de ces publics fragilisés.

Les compétences acquises au contact de ces différents publics, la connaissance de l'environnement économique et des métiers, la connaissance de l'évolution des modalités de recrutement et des carrières qui en découle sont directement transférables au conseil en direction du public scolaire ou du public jeune non-scolaire.

La question de l'importance relative que prennent ou sont susceptibles de prendre ces activités en

plein développement ne peut être éludée : à activités nouvelles, moyens nouveaux, sur financements nouveaux, avec des personnels spécialisés ad hoc, disposant d'un statut véritable. Là encore, le développement de l'implication des CIO dans ces domaines ne pourra se faire avec succès qu'en leur accordant l'autonomie nécessaire.

Priorités

Les publics prioritaires devront être définis au niveau national, dans le cadre d'une politique éducative. Il deviendra plus simple de décliner des priorités ainsi légitimées dans le cadre du principe de subsidiarité.

La notion de difficulté, appliquée à l'orientation pourrait en constituer l'une des clés d'entrée. Les publics fragiles, psychologiquement en difficulté, les publics en difficulté d'adaptation, les décrocheurs potentiels... pourraient faire partie des publics prioritaires

De nouvelles missions possibles devront générer le recrutement de personnels particuliers, dont le statut et la formation initiale pourraient différer de celle des COP.

Le conseil en orientation et l'information dans les établissements scolaires

Pour ce qui concerne les publics en formation initiale, le CIO doit demeurer le lieu de référence pour les besoins d'information sur les métiers et les formations ainsi que pour le conseil en orientation. L'information à destination des élèves est très abondante sous des formes multiples (brochures, salons, conférences, Internet...) ; il est important pour améliorer la connaissance des formations et de l'environnement économique de mettre en œuvre une véritable éducation à l'orientation. Les textes actuels sont insuffisants et insuffisamment appliqués. Leur mise en œuvre dépend trop souvent de l'implication individuelle des acteurs, d'une certaine forme de militantisme des convaincus. D'un point de vue institutionnel, il n'existe pas d'espace-temps défini pour l'EAO – quelques heures de vie de classe en collège éventuellement -. Le cadre d'application de l'indemnité de suivi et d'orientation est toujours vécu de manière ambiguë.

La mise en œuvre d'une véritable EAO nécessite un texte précisant les rôles de chacun des acteurs, les articulations et les niveaux de coordination, prévoyant un cadre structurel et un espace-temps pour conduire les actions.

Enfin, l'activité conduite dans l'établissement avec l'aide du CIO doit faire l'objet d'une contractualisation entre les deux institutions. En effet, si "Les conseillers d'orientation-psychologues exercent leur activité sous l'autorité du directeur du centre d'information et d'orientation dont ils relèvent" (Art. 2 du statut), l'activité à laquelle ils participent dans les établissements "est organisée sous la responsabilité des chefs d'établissement" (Loi d'orientation sur l'éducation, Art.8).

L'ANDCIO s'est toujours prononcée pour la reconnaissance du statut de psychologue aux COP. Même si la question du statut des conseillers ne constitue pas la réflexion essentielle de cette association, elle ne peut se désintéresser de la qualification des personnels, source d'efficacité et de garantie pour le public. Pour autant, une évolution où la psychologie constituerait l'axe principal d'organisation des services ne paraît pas souhaitable : la demande sociale de **conseil en orientation**, qui fonde l'existence des CIO, tant du point de vue historique qu'actuel, doit demeurer le centre de leur activité.

La qualification des personnels, leur formation de psychologues doit nécessairement comprendre plusieurs composantes, économique, en particulier la connaissance des métiers, des emplois, de leur évolution, sociale, administrative pour tenir compte de la diversité des publics, des situations et de la diversité des demandes qui en découlent.

Il paraît donc souhaitable d'aller vers des « spécialisations fonctionnelles réversibles » au sein d'un même corps pour les COP, à la manière des conseillers exerçant en SCUIO, en DRONISEP, en

SAIO...

Les activités d'aide à l'adaptation, d'intervention en situation de crise, de lutte contre la violence, d'accompagnement des handicapés vers la formation professionnelle et l'insertion professionnelle... pourraient faire l'objet d'une telle spécialisation temporaire.

Relations avec la Région

La position de l'ANDCIO se veut réaliste et constructive

Le processus de décentralisation en cours rend urgente une réactualisation des missions des C.I.O., S.C.U.I.O., S.A.I.O., D.R.O.N.I.S.E.P... dans le cadre de l'affirmation d'une politique nationale de l'orientation. Ces services sont actuellement régis par des textes anciens qui, souvent, ne correspondent plus aux évolutions de l'École et de la Société.

Pour pouvoir mieux s'adapter aux contextes régionaux et locaux, les missions, les statuts des services et des personnels doivent être préalablement repensés et actualisés au niveau national.

La réflexion menée depuis de nombreuses années au sein de l'association la conduit à proposer des réformes institutionnelles pour les C.I.O. et leurs personnels pouvant s'inscrire dans le cadre d'une décentralisation maîtrisée qui préserve l'équité du droit au conseil en orientation, à l'information et à l'aide à l'adaptation.

Cette décentralisation devra se fonder sur des C.I.O. et des services d'orientation dont le positionnement institutionnel sera clarifié et consolidé au sein du service public de l'Éducation nationale.

Des nécessités :

- S'accorder sur le concept d' « orientation » : information, choix, affectation, insertion mais surtout conseil aux personnes
- Introduire plus de cohérence entre les processus d'orientation intervenant dans le milieu scolaire et les étapes suivantes de l'insertion personnelle et professionnelle.✍
- Coordonner l'action des différents acteurs locaux, institutions et personnels, intervenant dans le champ de l'orientation
- Donner dans ce domaine, plus de pouvoir aux régions

Territoire

Des CIO renforcés par un statut décentralisé (identique à celui des EPLE), où l'État conserverait en tant que principal bailleur de fonds, le pilotage des missions qui resteraient nationales, avec un ancrage, un centre de gravité dans l'École réaffirmé.

Des CIO « tête de réseau » d'un service public d'orientation, où il serait possible, en fonction des situations de terrain, de passer des conventions avec des partenaires sur des missions spécifiques (VAE, mission d'insertion, centre de bilan, PAIO, Missions locales, Cité des Métiers...) en pouvant bénéficier de l'apport de personnels recrutés ad hoc, avec un statut particulier reconnu.

L'ANDCIO réaffirme la nécessité de mieux positionner le C.I.O. de façon institutionnelle en proposant de l'inscrire fortement dans le développement incontournable de la dynamique des bassins.

Le C.I.O. est un acteur territorial qui doit jouer un rôle moteur dans des bassins réorganisés.

Le CIO est la seule institution de l'Éducation Nationale à disposer d'une légitimité sur un territoire infra départemental.

Les bassins sont des territoires généralement pertinents, le plus souvent opérationnels, qui doivent être à l'interface entre les politiques nationales, académiques et régionales et les besoins du territoire.

L'organisation des bassins devra être renforcée, les CIO doivent y jouer un rôle de coordination bien

identifié et institutionnellement reconnu, avec un statut conforme à ce rôle.

Les CIO doivent conforter leurs positions d'observatoire et de centre ressource du bassin, permettant de diffuser une bonne compréhension de la relation formation emploi.

Un rapprochement avec toutes les sources produisant des informations sur l'insertion, au plan local et régional, devra être recherché, afin d'alimenter la réflexion sur les flux, les propositions d'évolution de la carte scolaire que le bassin peut formuler. Une connaissance fine des statistiques d'orientation devra être apportée par les CIO, en mettant en exergue la demande sociale, par rapport aux décisions d'orientation. .

Le directeur de CIO devra être – comme c'est déjà le cas dans certaines académies - clairement positionné soit comme coordonnateur, soit comme co-animateur, soit comme responsable d'une commission orientation dont l'existence devra être systématisée.

Il est utile d'envisager une certaine évolution des bassins de formation : le bassin pourrait être organisé selon le principe des CIE des GRETA. Les CIO seront membres, à part entière, de ce « conseil de bassin. » Cette évolution pourrait entraîner des regroupements de CIO à un niveau fonctionnel de territorialité.

Les CIO peuvent offrir des services collectifs aux établissements du bassin :

- fonction de centre ressources, banque de données sur l'orientation l'insertion, production d'analyses statistiques, ressources documentaires traditionnelles multimédia et Internet
- lieu ressource pour la formation de l'ensemble des personnels du bassin aux différentes activités liées à l'orientation : éducation à l'orientation, information sur les études, métiers, qualifications, débouchés, questions liées à la relation avec les élèves
- contribution à la formation des parents, des élèves délégués, sur son champ de compétences
- lieu d'ingénierie pour concevoir et construire des dispositifs complexes d'information, d'aide à l'orientation et à l'insertion, de suivi des élèves
- lieu neutre où peuvent se retrouver, outre les acteurs habituels, les différents protagonistes du système éducatif, notamment les représentants de l'enseignement privé sous contrat, de l'apprentissage, des missions locales, PAIO, des branches professionnelles, grâce à la réalisation en commun d'opérations d'intérêt général ou d'actions transversales et longitudinales (forum des métiers, actions en faveur de l'égalité des chances filles garçons, suivi des élèves en difficulté...)

Pilotage légitimité : mise en place d'un conseil de centre

Les CIO souffrent d'une absence de pilotage de l'orientation depuis des décennies.

« Dans le passé, la Cour [des comptes -ndlr-] a déjà eu l'occasion de critiquer à plusieurs reprises les modalités de l'encadrement et de l'animation des CIO, ainsi que leur cadre géographique d'action qui n'apparaît plus devoir être circonscrit au district de second cycle. Elle observe de surcroît que le conseil de perfectionnement des CIO ne fonctionne pas, alors que cette instance est appelée à délibérer sur les activités de chaque centre et sur son projet annuel, tout en y associant divers partenaires : élèves, parents, lycées, milieux professionnels, autres départements ministériels, personnels... Le ministère a reconnu que la composition et les objectifs des conseils de perfectionnement avaient progressivement perdu de leur efficacité et de leur actualité et qu'une réflexion devrait être engagée sur une évolution des textes applicables, ce dont la Cour prend acte. La Cour observe toutefois que l'orientation scolaire et professionnelle apparaît aujourd'hui, malgré son importance stratégique, comme une politique dont la formulation demeure inachevée. ».

Les CIO pourraient être le pivot du service public d'orientation tout au long de la vie. Une redéfinition de leurs missions au niveau national, la mise en œuvre d'un véritable pilotage au niveau national ainsi que des contractualisations au niveau régional constitueraient les bases d'un engagement qui pourraient ensuite se décliner au niveau du bassin.

(Suite de la page 7)

Dans le cadre des missions ainsi définies, un conseil de centre comprenant des représentants des établissements du bassin, des usagers, des différents partenaires et des collectivités territoriales pourrait repérer les caractéristiques et les spécificités des différents publics, analyser leurs besoins, tracer les axes d'un projet d'activité, notamment en définissant des actions locales prioritaires.

Le conseil de centre pourrait s'intéresser aussi bien aux actions à mettre en œuvre dans les établissements scolaires dans le cadre de l'éducation à l'orientation, qu'aux modalités d'accueil du public au CIO ou à la prise en charge de publics spécifiques dans le cadre de contractualisations avec des partenaires ou des collectivités territoriales.

Fonctionnement – Statut

La créativité, le fonctionnement et la réactivité des CIO sont aujourd'hui largement freinés par leur **absence d'autonomie**.

Pour améliorer cette situation, ils pourront être regroupés dans une structure juridique de type GIP ou établissement public tout en demeurant services de proximité dotés d'autonomie à l'intérieur de ces entités.

Ces regroupements devront être effectués au niveau le plus judicieux et permettre d'atteindre une « taille critique » suffisante pour l'attribution d'une personnalité juridique. Ils devront donc tenir compte de la densité existante des CIO sur un territoire et donc adopter une « géométrie variable ».

A défaut, les CIO devront, a minima, disposer des moyens adaptés leur assurant une véritable autonomie (régie d'avances et de recettes avec délégation de signature) et plus de légitimité (conseils de centres).

L'essentiel étant que l'organisation retenue soit optimale pour faciliter le fonctionnement des futurs centres, qu'elle permette de monter des projets partenariaux, de signer des conventions avec des collectivités locales ou avec d'autres organismes partenaires, de trouver des financements complémentaires pour prendre en charge de nouvelles missions...

La taille optimale d'un CIO devra être définie pour optimiser l'utilisation des ressources humaines et financières afin de rendre le meilleur service aux différents publics au coût le plus juste.

Statut du directeur

Un véritable statut du directeur de CIO constitue un outil indispensable pour permettre l'amélioration de l'efficacité et du rayonnement du centre.

Le directeur de CIO devrait pouvoir engager le centre sur des décisions dont la compétence lui aurait été attribuée par délégation afin d'alléger les procédures et d'inciter les DCIO et leurs équipes à plus de dynamisme et de prise de responsabilités.

Le statut des directeurs de CIO devra donc évoluer pour leur permettre d'assumer pleinement de nouvelles responsabilités.

Ils devront, pour ceux d'entre eux qui accepteront ces nouvelles fonctions, recevoir une véritable formation de personnels de direction.

Le recrutement de nouveaux directeurs devra s'effectuer sur la base du concours, avec définition d'un véritable « profil d'emploi ».

Il est rappelé que l'association revendique un statut nouveau pour les DCIO : la proposition d'intégration dans un corps d'encadrement, par exemple celui des personnels de direction, apparaît parmi les solutions existantes comme celle qui correspond aux responsabilités des DCIO, différentes de celles des COP.

Patrick DEPERRAZ
Membre du CA



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

CIO – 16, rue Jules Ferry – BP 58

13541 GARDANNE Cedex

- Tél. 04.42.12.61.86 – Fax 04.42.12.67.21 –

e-mail : cioerostand@wanadoo.fr

**Convocation des adhérent(e)s – Invitation des non-adhérent(e)s
à l'Assemblée Générale annuelle ordinaire**

Cher(e) Collègue,

Les membres du Conseil d'Administration et moi-même, vous invitons à participer à l'Assemblée générale ordinaire de notre association, qui aura lieu pendant les journées d'études de l'ACOP-F à Montpellier

Le mardi 21 septembre à 17h30 au **CIO Montpellier Est**, 180 rue d'Argencourt (CIO proche du lieu où se tiendront les journées d'études, un plan d'accès sera affiché.)

Ordre du jour :

Rapport d'activité, (La lettre N° 14, jointe à cette convocation en tient lieu.) Discussion et vote

Rapport financier, discussion et vote

Budget prévisionnel, cotisation 2004 / 2005

Communication, campagne d'adhésion

Le point sur l'actualité, perspectives, stratégie

Proposition de modification des statuts : composition du CA

Questions diverses

NB : Seul(e)s les adhérent(e)s à jour de leur cotisation 2003-2004 au moment de l'assemblée générale pourront participer aux votes.

Espérant vous voir nombreux(ses), je vous prie d'accepter, cher(e) Collègue, l'expression de mes sentiments dévoués,

Marseille le 05 septembre 2004

Denis PETRUZZELLA
Président de l'Association Nationale
des Directeurs de CIO



POUVOIR

Je, soussigné: (Nom, prénom, affectation)

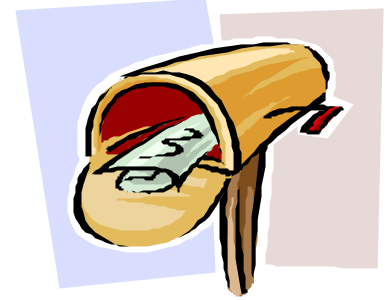
donne pouvoir à: (Nom, prénom, affectation)

Pour me représenter à l'Assemblée Générale de l'ANDCIO du 21 septembre 2004

Le
Signature

N.B.: Le mandataire et le mandant doivent être à jour de leur cotisation 2003-2004

Le coin des délégués académiques



Réflexions de l'association académique des directeurs de CIO de l'Académie de Nantes

Il s'agit de faire le point sur la question du statut des D.C.I.O. .

Les échanges s'organisent autour des hypothèses présentées dans la lettre N° 13 :

- 1) L' intégration dans le corps de Personnel de Direction
- 2) Le statut d'emploi
- 3) La solution mixte
- 4) Les 3 grades

Dès les premiers échanges, il apparaît que la solution n°4 n'est pas pertinente. Outre les inconvénients déjà soulignés dans la présentation qui en est faite dans la lettre n° 13, il nous semble que cette solution ne prend pas en compte une dimension qui nous paraît essentielle et sur laquelle s'appuient aussi les arguments d'analyse des autres solutions : Le métier de Directeur de C.I.O. est un métier différent de celui de C.O.P.

La solution N° 4 , ne pose pas la question du statut en terme de métier et la position hiérarchique " renforcée" ne nous convient pas .

C'est aussi sur cette notion de métier que nous fondons l'analyse de la proposition n°1. Directeur de C.I.O. et Personnel de Direction nous paraissent être des métiers fondamentalement différents du point de vue des référentiels et non pas du seul point de vue de la responsabilité d'élèves ; après tout, dans les rectorats, les proviseurs « Vie scolaire » n'ont pas la responsabilité « directe » des élèves.

Nous nous demandons si la raison sous-jacente à ce désir d'accéder au statut de Personnel de Direction n'est pas tout simplement un désir de reconnaissance passant par l'assimilation à une catégorie considérée comme de notre niveau hiérarchique. Ne sommes nous pas en effet les partenaires « égaux » des chefs d'E.P.L.E. dans de nombreuses instances (bassin, commission d'appel, etc. . . .) ? Ne pensons nous pas que notre reconnaissance passe par l'accès au statut de chef d'E.P.L.E. ?

Nous sommes persuadés que notre statut est lié d'abord au statut des C.I.O. .

Que les C.I.O. aient un statut clairement établi, avec des missions précisées et les métiers nécessaires à l'accomplissement de ces missions se trouveront clairement définis avec des statuts qui en découleront.

Notre métier est trop spécifique pour s'accommoder d'un statut prévu pour une activité différente ;

La reconnaissance dont nous avons besoin de la part de nos partenaires ne doit pas être recherchée dans l'accès à un corps aux avantages enviés, mais plutôt dans l'affirmation de nos compétences spécifiques.

Quant aux caractéristiques liées au statut de Personnel de Direction, il en est une qui nous interroge : la mobilité . N'y a-t-il pas un pré-supposé sur l'intérêt de la mobilité notamment quand on connaît l'importance pour l'exercice de notre métier , de la construction d'un réseau de relations professionnelles ?

Nous aurions l'obligation de mu-

ter au moins tous les 7 ans, mais, il faut le souligner, dans des conditions qui n'ont rien à voir avec celle des chefs d'établissement :

- 11309 établissements pour 600 C.I.O. soit un rapport de 1/19 pour les choix potentiels .
- pas de logement de fonction .

La question de la mobilité pose par ailleurs la question de l'âge d'accès à la fonction de Directeur de C.I.O. La règle du 7^{me} échelon aboutit à des débuts de carrière tardifs pour des COP inévitablement enracinés.

D'autre part, il nous apparaît que la fonction de Directeur de C.I.O. doit être réservée à des candidats qui ont une culture professionnelle de l'orientation (au moins une expérience de quelques années comme COP. Nous ne voudrions pas voir arriver comme Directeur de C.I.O. un fonctionnaire catégorie A , titulaire d'un DESS de psychologie et ayant fait une carrière en dehors du champ de la psychologie de l'orientation.

En conclusion et en résumé, l'assemblée se prononce plutôt pour le statut d'emploi que pour le statut de chef d'EPLE. Mais le débat n'est pas clos et nos positions individuelles ou collectives peuvent évoluer en fonction des éclairages que les débats nous amèneront .

Contribution de l'Association Académique des Directeurs de CIO de l'Académie d'Aix- Marseille

F

in mai, les membres de l'Association Académique d'Aix-Marseille ont décidé d'engager une réflexion sur l'avenir des CIO. L'objectif était de mettre en lumière l'utilité du service public CIO dans son environnement.

Il nous a semblé important de fixer nos premiers éléments d'analyse de la situation actuelle et de son évolution probable. C'est à partir de ces éléments que nous aurons à établir des priorités d'action.

Nous avons recentré les activités des CIO autour de trois grands axes :

- Le CIO et la formation initiale, secondaire et supérieure.
- L'accueil au CIO et l'orientation tout au long de la vie. ?
- Le CIO dans le Bassin de Formation.

I- Le CIO et la formation initiale, secondaire et supérieure.

Trois grands types d'activités qui correspondent aussi à trois types de publics :

La « guidance » dans le cheminement scolaire et universitaire des élèves du public et du privé et du supérieur jusqu'au niveau de la licence.(L). Cette activité traditionnelle des CIO est aussi une « figure imposée », le cœur du métier.

L'Adaptation et l'Intégration Scolaires. Ce champ d'activité nous prend de plus en plus de temps ; il se décline en CCSD, SEGPA, EREA, classe-relais, atelier-relais, UPI, IR, SESSAD ; il s'appuie sur l'expertise en psychologie.

L'alternance au collège, qui intervient dans la problématique des élèves en difficultés d'adaptation,

de motivation, d'orientation. *L'implication des CIO dans l'alternance au collège devrait se développer considérablement dans les années à venir.*

Ces trois types d'activités peuvent se faire dans les établissements comme au CIO

II- L'accueil au CIO et l'orientation tout au long de la vie.

Le public est des plus varié, les demandes des plus diverses et l'éventail des réponses des plus étendu.

Le CIO, Centre ressources offre aux usagers l'ensemble des cheminements de formation (initiale, continue, universitaire, concours...) ainsi que des informations sur la vie économique et son évolution. Une de nos spécificités est le « tout au long de la vie » sans restriction.

Les évolutions récentes portent sur :

L'AIO Sa mise en place doit être maîtrisée ; elle doit faire l'objet de « conventions » entre la Région et le Rectorat (SAIO). Pour aider celui-ci dans les négociations, un groupe technique doit être mis en place.

Sur son versant **fonctionnel**, ce domaine concerne un public et des activités que nous avons à ce jour dans les CIO : accueil du public adulte « tout venant », aide et « guidance » dans ses choix, passage du relais aux partenaires spécialisés si nécessaire.

Sur le versant **partenarial**, nous sommes favorables à des échanges sur les pratiques et les identités professionnelles dans le cadre de l'AIO.

La VAE Ce domaine d'activités ne concerne pas tous les CIO, sauf dans la phase d'information, mais constitue un des prolongements potentiels de l'AIO.

Il se décline en :

- Point Relais Conseil (PRC)
- CIO-VAE : accompagnement pour la validation dans l'Éducation nationale.

- **L'accueil des étudiants** au CIO,

en particulier pour les niveaux Master et Doctorat.(M,D.)

III- Le CIO dans le bassin de formation.

Depuis la mise en place des bassins, les CIO se sont fortement engagés dans ce qui nous apparaît comme un niveau fonctionnel essentiel de l'Éducation Nationale.

Le CIO est au cœur du bassin, il participe au co-pilotage sur :

- La détermination des priorités d'actions du bassin sur le champ de l'orientation et de l'insertion.

- Les procédures

- La prévention des sorties sans qualification.

- La formation des personnels dans son champ de compétences. Sa vocation de lieu-ressources pour les établissements du bassin doit être réaffirmée :

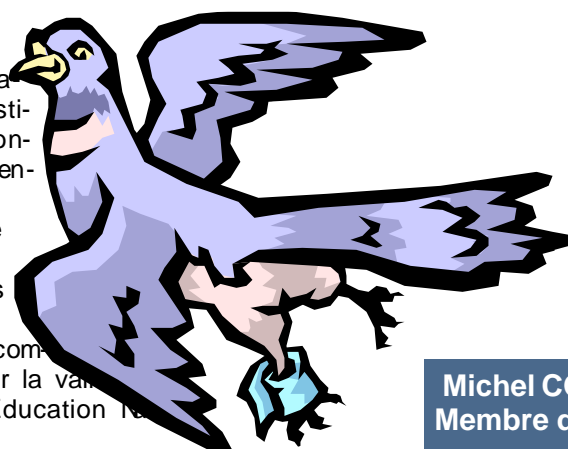
- Ressources documentaires et statistiques

- Ressources humaines pour la formation des enseignants et chefs d'établissements (liaison inter cycles, EAO...)

Le CIO (à travers son directeur) est un interlocuteur privilégié :

- des chefs d'établissement
- des acteurs économiques et professionnels

A partir de la définition d'objectifs précis, la réflexion et le partenariat doivent être mis en œuvre dans les bassins. Le CIO devra être le garant de leur sens et de leur application en lien avec les valeurs du service public.



Michel CONIL
Membre du CA



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2003 – 2004

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE
(à préciser) ⁽¹⁾ :

VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à

, le

Signature,

¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion a été fixé à 45 € pour l'année scolaire 2003-2004.

NOUVEAU : vous pouvez régler votre cotisation en deux fois. Dans ce cas vous établirez **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant la date à laquelle vous souhaitez que le deuxième chèque soit présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer directement au trésorier accompagné de votre cotisation (ou à remettre au délégué académique : possibilité d'envoi groupé).

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. Pour permettre à chaque adhérent de voter lors de l'Assemblée Générale (qui se déroule habituellement en septembre), la période d'adhésion s'étend du 01.10.2003 au 30.09.2004.

Trésorier : Adrien BERNARD – Rectorat – S.A.I.O. – 31, rue de l'Université – 34064 MONTPELLIER CEDEX

Tél. 04 67 91 48 71 – Fax 04 67 91 50 78 – mél : adrien.bernard@ac-montpellier.fr